



## Assemblée générale

Distr.  
GÉNÉRALE

A/HRC/3/SR.13  
9 janvier 2007

Original: FRANÇAIS

### CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

Troisième session

### COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 13<sup>e</sup> SÉANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le vendredi 8 décembre 2006, à 10 heures

Président: M. DE ALBA (Mexique)

puis: M. GODET (Vice-Président)  
(Suisse)

### SOMMAIRE

APPLICATION DE LA RÉOLUTION 60/251 DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU  
15 MARS 2006 INTITULÉE «CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME» (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Conseil seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.06-15528 (F) 151206 090107

*La séance est ouverte à 10 h 20.*

APPLICATION DE LA RÉSOLUTION 60/251 DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 15 MARS 2006 INTITULÉE «CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME» (*suite*) (point 2 de l'ordre du jour) (A/HRC/2/L.13, A/HRC/2/L.43, A/HRC/3/L.2, A/HRC/3/L.3, A/HRC/3/L.4, A/HRC/3/L.5, A/HRC/3/L.6, A/HRC/3/L.7)

1. Le PRÉSIDENT propose d'examiner les projets de décision et de résolution des deuxième et troisième sessions ordinaires du Conseil dans l'ordre chronologique.

2. *Il en est ainsi décidé.*

3. Le PRÉSIDENT rappelle que les modalités de la procédure de vote sont les mêmes que celles de l'Assemblée générale, en insistant sur le fait que la durée des interventions, au titre notamment des «pays concernés» et des explications de vote, est limitée à trois minutes. Il invite le Conseil à examiner les projets de décision et de résolution, à commencer par le projet de résolution intitulé «Situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé: suivi de la résolution S-1/1 du Conseil des droits de l'homme» (A/HRC/2/L.13).

4. M. TIRMIZI (Pakistan), présentant le projet de résolution A/HRC/2/L.13 au nom de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), rappelle qu'à sa première session extraordinaire le Conseil avait adopté la résolution S-1/1 dans laquelle il exprimait sa profonde préoccupation devant les violations des droits de l'homme et du droit humanitaire commises dans le territoire palestinien occupé, notamment l'arrestation arbitraire de ministres palestiniens, de membres du Conseil législatif palestinien et d'autres responsables, ainsi que celle d'autres civils, et demandait que toutes les personnes arrêtées soient libérées. Le Conseil avait décidé d'envoyer une mission d'enquête qui serait dirigée par le Rapporteur spécial, M. John Dugard. Cette résolution n'étant toujours pas appliquée cinq mois après son adoption, le nouveau projet de résolution en demande l'application rapide, notamment en ce qui concerne le paragraphe prévoyant l'envoi d'une mission d'enquête urgente. Le Conseil devrait être préoccupé par le fait que ses résolutions ne sont pas appliquées et c'est pourquoi M. Tirmizi espère qu'il enverra un signal clair en adoptant ce projet de résolution par consensus.

5. Le PRÉSIDENT indique que sept délégations se sont portées coauteurs du projet de résolution. Ayant souligné que ce projet n'a pas d'incidences financières, il invite les délégations à faire des observations d'ordre général.

6. M. JAZAÏRY (Algérie) dit que le Conseil ne peut pas rester silencieux face au fait que les décisions et les résolutions adoptées lors de sa première session extraordinaire sont bafouées en raison de considérations politiques. La résolution demandant qu'il soit mis fin aux violations des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé doit être mise en œuvre. M. Jazaïry estime toutefois qu'une visite de la Haut-Commissaire ne serait pas une solution et attend avec impatience les résultats de la mission d'enquête à Beit Hanoun dirigée par M<sup>gr</sup> Desmond Tutu.

7. Le PRÉSIDENT donne la parole aux délégations des pays concernés.

8. M. LEVANON (Observateur d'Israël) se demande quel est le but réel de la résolution sur la situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé. Il estime que, loin de

contribuer à l'établissement d'une paix durable dans la région, elle a pour seul objectif de continuer à critiquer Israël. Il souhaiterait savoir pourquoi le projet de résolution présenté ne fait pas mention du cessez-le-feu entre Israéliens et Palestiniens, qui persiste malgré le fait que des roquettes Qassam continuent de pleuvoir sur Israël, et se demande si cette omission ne refléterait pas les vraies intentions palestiniennes d'utiliser le cessez-le-feu à des fins tactiques. Il se demande également pourquoi il n'est pas fait mention de l'appel à la paix lancé par le Premier Ministre israélien dans ce projet de résolution. Il estime qu'en braquant les projecteurs sur un seul État et en adoptant ce type de résolution, le Conseil s'engage dans une spirale incontrôlable qui ne pourra que le mener à sa perte.

9. M. ABU-KOASH (Observateur de la Palestine) fait observer qu'Israël se place au-dessus du droit international et des décisions du Conseil, et que c'est justement la raison pour laquelle il n'a pas appliqué la résolution S-1/1 du Conseil et a fait obstacle à la mission d'enquête mandatée par celui-ci. L'autorité de ce nouvel organe est bafouée par une puissance occupante qui fait fi de ses décisions. M. Abu-Koash déplore par ailleurs la contradiction existant entre le plaidoyer de certains diplomates en faveur des droits de l'homme et leur position face aux violations commises par Israël. Il exhorte le Conseil à passer à l'action et à mettre un terme au massacre quotidien qui se poursuit dans tout le territoire palestinien occupé en dépit du cessez-le-feu, qui n'est respecté que du côté palestinien.

10. *Sur la demande du représentant du Canada, il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution publié sous la cote A/HRC/2/L.13.*

*Votent pour:* Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Brésil, Chine, Cuba, Djibouti, Équateur, Fédération de Russie, Gabon, Ghana, Guatemala, Inde, Indonésie, Jordanie, Malaisie, Mali, Maroc, Maurice, Mexique, Nigéria, Pakistan, Pérou, Philippines, République de Corée, Sénégal, Sri Lanka, Tunisie, Uruguay, Zambie.

*Vote contre:* Canada.

*S'abstiennent:* Allemagne, Cameroun, Finlande, France, Japon, Pays-Bas, Pologne, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Ukraine.

11. *Par 34 voix contre une, avec 12 abstentions, le projet de résolution A/HRC/2/L.13 est adopté.*

12. Le PRÉSIDENT invite les membres qui le souhaitent à expliquer leur vote après le vote.

13. M. HIMANEN (Finlande), prenant la parole au nom des États membres du Conseil qui sont membres de l'Union européenne ainsi que de la Roumanie, se félicite de l'annonce récente d'un cessez-le-feu exhortant les deux parties en conflit à le respecter et à retourner à la table des négociations. Il insiste sur le fait que la protection des civils doit être assurée par les deux parties, comme l'indique le rapport de la Haut-Commissaire, regrettant que le projet de résolution adopté ne mentionne pas ledit rapport. Les membres du Conseil appartenant à l'Union européenne avaient voté contre le projet de résolution présenté à la première session extraordinaire du Conseil du fait que le mandat du Rapporteur spécial, M. John Dugard, ne prévoyait pas

d'examiner le comportement de toutes les parties. Ils estiment qu'il importe de maintenir le principe selon lequel tous les États sont tenus de coopérer avec les procédures spéciales, et c'est pourquoi ils ont préféré s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution à l'examen.

M. Himanen ajoute que les États membres de l'Union européenne qui ne sont pas membres du Conseil et la Bulgarie s'associent à sa déclaration.

14. M. MEYER (Canada) assure que son pays est déterminé à promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales de tous les peuples de la région. L'Autorité palestinienne doit prendre des mesures concrètes pour répondre aux préoccupations sécuritaires d'Israël et mettre fin aux attaques contre ce pays. De son côté Israël, qui a le droit de se défendre contre le terrorisme, doit tout faire pour épargner les populations civiles. Les deux parties doivent s'efforcer de mettre en œuvre l'accord passé entre le Président Abbas et le Premier Ministre Olmert. Le projet de résolution qui a été adopté, tout comme celui qui avait été présenté le 5 juillet 2006, n'est pas assez équilibré et c'est pourquoi le Canada a voté contre.

15. Sur la demande du représentant de l'Équateur, le PRÉSIDENT propose de reporter l'examen du projet de résolution publié sous la cote A/HRC/2/L.43.

16. *Il en est ainsi décidé.*

17. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le projet de résolution intitulé «Préparatifs de la Conférence d'examen de Durban» (A/HRC/3/L.2).

18. M. JAZAÏRY (Algérie), présentant le projet de résolution A/HRC/3/L.2 au nom du Groupe des États d'Afrique, indique qu'il a été décidé de scinder le projet relatif à la Conférence d'examen de Durban en deux projets, qui portent les cotes A/HRC/3/L.2 et A/HRC/3/L.3. Les préparatifs de la Conférence d'examen devraient suivre la pratique établie par l'Assemblée générale. Conformément au projet de résolution A/C.3/61/L.53/Rev.1 adopté par la Troisième Commission de l'Assemblée générale, aucun nouvel organe ne sera créé pour gérer les préparatifs de la Conférence d'examen et cette activité sera prise en charge par le Conseil avec l'appui du Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, du Groupe d'éminents experts indépendants et du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine. Les détails de la Conférence pourront être arrêtés par le Comité préparatoire lors de sa session de mai 2007. Aux termes du projet de résolution A/HRC/2/L.2, le Comité préparatoire devrait tenir deux sessions de 10 jours chacune, au cours desquelles il devrait se concentrer sur les résultats attendus de la Conférence d'examen. C'est pourquoi le titre que porte le projet de résolution est provisoire. Il sera modifié une fois le thème de la Conférence fixé par le Comité préparatoire. Le projet de résolution présenté, auquel deux modifications rédactionnelles mineures ont été apportées, est fondé sur la pratique établie de l'Assemblée générale et c'est pourquoi il devrait être pleinement appuyé par les membres du Conseil.

19. Le PRÉSIDENT indique que trois délégations se sont portées coauteurs du projet de résolution. Il annonce que les amendements à ce projet de résolution publiés sous la cote A/HRC/3/L.8 ont été retirés. Il indique que le projet de résolution A/HRC/3/L.2 a des incidences financières et qu'un état de ses incidences sur le budget-programme (document sans cote) a été distribué en séance. Il invite les membres qui le souhaitent à expliquer leur vote avant le vote.

20. M. HIMANEN (Finlande), s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil des droits de l'homme et de la Roumanie, pays adhérent, dit que l'Union européenne souhaite que la Conférence de Durban fasse l'objet de mesures de suivi concrètes, réalistes et constructives qui apportent une contribution réelle à la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. L'Union européenne a voté en faveur d'un examen de la Conférence de Durban qui serait conduit dans le cadre de la session de l'Assemblée générale de 2009 et s'est engagée à participer à la préparation d'une conférence d'examen de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban.

21. L'Union européenne a pris une part active au débat portant sur la proposition du Groupe des États d'Afrique qui s'est déroulé au sein du Conseil et regrette qu'il n'ait pas été possible de dégager un consensus sur un texte fondé sur la résolution récemment adoptée par l'Assemblée générale. L'accord conclu au sein de l'Assemblée générale portait du principe que l'examen serait conduit lors d'une réunion de haut niveau organisée dans le cadre de l'Assemblée générale et qu'il aurait pour objet la mise en œuvre de ce qui a été convenu à Durban, sans remise en question de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Il était également entendu que les travaux préparatoires menés par le Conseil des droits de l'homme n'entraîneraient pas la création d'un nouveau mécanisme mais que le Conseil ferait appel à un mécanisme de suivi existant, à savoir le Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban.

22. L'Union européenne estime que l'examen devrait être préparé de manière rigoureuse, efficace et consensuelle et qu'il devrait être axé sur la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Or le caractère formel d'un comité préparatoire ne sied pas à une telle approche. La possibilité de créer un comité préparatoire a en outre été discutée par l'Assemblée générale et rejetée sans équivoque. Quatre mécanismes travaillent déjà à la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. L'Union européenne aurait été disposée à envisager la possibilité d'accorder plus de temps à l'un ou l'autre de ces mécanismes si cela avait été nécessaire. Elle était, en particulier, disposée à demander que l'on augmente le temps de réunion consacré à la préparation de la conférence d'examen et à l'examen du rapport sur les normes complémentaires.

23. L'Union européenne a souligné à maintes reprises que l'adoption par la communauté internationale des mesures de suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban devait se faire par consensus. C'est donc à regret qu'elle demande qu'il soit procédé à un vote sur ce projet de résolution et qu'elle votera contre celui-ci. M. Himanen précise que l'ensemble des États membres de l'Union européenne ainsi que la Bulgarie, pays adhérent, ont approuvé cette explication de vote.

24. *Sur la demande du représentant de la Finlande, il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution publié sous la cote A/HRC/3/L.2, auquel ont été apportées des modifications rédactionnelles mineures.*

*Votent pour:* Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Brésil, Cameroun, Chine, Cuba, Djibouti, Équateur, Fédération de Russie, Gabon, Ghana, Guatemala, Inde, Indonésie, Jordanie, Malaisie, Mali, Maurice, Maroc, Mexique, Nigeria, Pakistan, Pérou, Philippines, Sénégal, Sri Lanka, Tunisie, Uruguay, Zambie.

*Votent contre:* Allemagne, Canada, Finlande, France, Japon, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse.

*S'abstiennent:* Ukraine.

25. *Par 34 voix contre 12, avec une abstention, le projet de résolution publié sous la cote A/HRC/3/L.2 est adopté avec des modifications rédactionnelles mineures.*

26. Le PRÉSIDENT invite les membres qui le souhaitent à expliquer leur vote après le vote.

27. M. MINAMI (Japon) dit que son pays a adopté toutes les mesures voulues pour lutter contre la discrimination raciale et qu'il s'efforce d'édifier une société exempte de toute forme de discrimination fondée sur la race ou l'appartenance ethnique. Il contribue en outre aux travaux du Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Le Japon a déjà indiqué qu'il était favorable à la tenue d'une Conférence d'examen de Durban et a voté pour le projet de résolution A/C.3/61/L.53/Rev.1 adopté par la Troisième Commission de l'Assemblée générale. S'agissant du projet de résolution A/HRC/3/L.2, le Japon a des réserves concernant le calendrier et la durée des travaux du comité préparatoire. Il a fait part de ses préoccupations à plusieurs reprises lors de consultations officieuses sur la question. Il n'en a malheureusement pas été tenu compte dans le projet de résolution à l'examen. Le Japon estime, compte tenu de ce que divers groupes de travail se réuniront en 2007, qu'il serait difficilement envisageable de tenir une session d'organisation d'une semaine en mai 2007 ainsi que deux sessions de fond de 10 jours chacune en 2007 et en 2008. Il est en outre préoccupé par les incidences financières de ce projet de résolution. Pour toutes ces raisons, le Japon a voté contre ledit projet.

28. M<sup>me</sup> BERAUN (Pérou) dit que son pays est engagé dans la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et qu'il appuie pleinement le processus initié lors de la Conférence de Durban et les travaux du Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Il soutient donc l'idée de procéder à un examen de l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, raison pour laquelle il a voté en faveur de ce projet de résolution.

29. M. MEYER (Canada) dit que l'élimination du racisme constitue une priorité pour le Canada, tant sur le plan national que sur le plan international. Au cours de la première session ordinaire du Conseil, le Canada s'est joint au consensus recueilli par la résolution concernant l'examen du rapport du Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Le projet de résolution proposé n'ayant en revanche pas fait l'objet de consultations en temps voulu, le Canada s'est vu contraint de voter contre.

30. Le Canada convient que le racisme, la discrimination, l'intolérance et la xénophobie sont des fléaux et s'efforce de les éradiquer. En 2005, il a lancé son plan national d'action contre le racisme, intitulé «Un Canada pour tous», qui décrivait les innombrables initiatives et programmes fédéraux en la matière et qui introduisait un ensemble de nouvelles mesures relatives, notamment, aux jeunes immigrants dans les établissements scolaires, à la discrimination sur les lieux de travail, à l'administration de la justice et aux victimes et auteurs de crimes inspirés par la haine d'un groupe. Le Canada n'estime cependant pas que la tenue d'une conférence mondiale pour examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action de Durban soit la manière la plus judicieuse de faire le point de l'action menée contre le racisme et la discrimination. Il serait plus efficace d'organiser des réunions à l'échelon régional. Outre que les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des engagements pris à Durban sont plus concrètes et présentent des similarités dans l'ensemble d'une région donnée, les conférences d'examen régionales permettent de mettre au point des plans d'action régionaux.

31. M. VIGNY (Suisse) dit que son pays regrette profondément d'avoir dû voter contre le projet de résolution A/HRC/3/L.2. Cette attitude a été dictée par le fait que ce projet ne s'accorde pas avec le projet de résolution A/C.3/61/L.53/Rev.1 adopté par la Troisième Commission de l'Assemblée générale. Le défaut de consensus sur la préparation de la Conférence d'examen de Durban est extrêmement regrettable car la lutte contre le racisme sous toutes ses formes suppose que règne l'unanimité dans la communauté internationale. Le vote négatif de la Suisse ne signifie en aucune manière que celle-ci ne fera pas tout pour assurer le succès de cette Conférence. Elle s'engagera en outre en faveur de la pleine participation des ONG à sa préparation.

32. M. DUMONT (Argentine) dit que son pays a voté pour le projet de résolution A/HRC/3/L.2. Cette position va dans le sens du soutien constant de l'Argentine à la cause de la lutte contre le racisme et aux efforts visant à favoriser l'examen de cette question par la communauté internationale. Elle participe également de la volonté de l'Argentine de ne pas faire obstacle aux décisions qu'elle estime devoir être adoptées par consensus. Ce projet de résolution se superpose aux travaux actuellement menés par le Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, les cinq experts indépendants éminents chargés du suivi de l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban et le Groupe d'experts sur les personnes d'ascendance africaine.

33. M. GARCIA (Philippines) dit que sa délégation a voté pour le projet de résolution A/HRC/3/L.2 car elle estime qu'il importe de mettre en place un processus préparatoire de la Conférence d'examen de Durban qui soit constructif et efficace et qui renforce la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Elle estime en outre que les préparatifs prévus par ce projet de résolution sont conformes au mandat dont le Conseil des droits de l'homme est investi, puisque celui-ci a été chargé par l'Assemblée générale de préparer la Conférence d'examen de Durban.

34. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le projet de décision A/HRC/3/L.3 (Efforts déployés au niveau mondial pour éliminer totalement le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et pour assurer le suivi intégral de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et la mise en œuvre effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban).

Répondant à l'observateur du Chili qui demandait la parole, il explique qu'il ne peut la lui accorder car le règlement ne permet pas aux observateurs de soulever des motions d'ordre ou d'intervenir au cours de l'adoption d'une décision.

35. M. JAZAÏRY (Algérie), présentant au nom du Groupe des États d'Afrique le projet de décision A/HRC/3/L.3, dit que celui-ci constitue une initiative annuelle du Groupe des États d'Afrique qui a recueilli un large soutien des membres du Conseil. La résurgence récente du phénomène de l'incitation à la haine et à la violence raciale et religieuse, source de tension entre les civilisations et les peuples, rend d'autant plus urgente la nécessité d'intensifier la lutte contre le fléau du racisme sous ses différentes formes et manifestations.

36. Le projet de décision A/HRC/3/L.3 souligne l'importance d'élaborer des normes complémentaires venant s'ajouter à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Il prévoit la création d'un comité spécial du Conseil des droits de l'homme qui aurait pour seule tâche d'élaborer ces normes complémentaires. Ce comité ne commencerait à mener ses activités qu'après que le Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban aurait achevé ses travaux relatifs aux normes complémentaires.

37. Le Groupe des États d'Afrique est très reconnaissant au Gouvernement chilien de sa contribution à la lutte mondiale contre le racisme. M. Jazaïry rappelle que le Chili a accueilli, en 2000, la conférence préparatoire régionale qui a précédé la Conférence de Durban et remercie l'observateur du Chili et son prédécesseur pour leur conduite efficace des travaux du Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban.

38. L'auteur donne lecture des révisions apportées au projet de résolution A/HRC/3/L.3. À l'alinéa *b*, le membre de phrase «à compter de la sixième session du Conseil» est remplacé par «de tenir sa première session avant la fin de 2007». Sont ajoutés à la fin de l'alinéa *c* les mots «et de formuler des recommandations concrètes sur les voies et moyens qui permettraient de combler ces lacunes». À l'alinéa *d*, les mots «la première partie de» sont ajoutés entre les mots «à» et «sa cinquième session» et les mots «d'une journée» sont supprimés. À l'alinéa *e*, le mot «diffusion» est remplacé par le mot «distribution», et entre les mots «rapport» et «auprès» sont ajoutés les mots «dans toutes les langues officielles». À l'alinéa *f*, les mots «sa sixième» sont remplacés par les mots «la deuxième partie de sa cinquième» et le mot «juillet» par le mot «septembre». À l'alinéa *i*, les mots «en septembre» sont remplacés par les mots «avant la fin de».

39. Le PRÉSIDENT annonce que trois autres pays se sont portés coauteurs du projet et que celui-ci a des incidences financières qui sont récapitulées dans un état d'incidences sur le budget-programme distribué en séance (document sans cote). Il indique également que les amendements à ce projet de décision publiés sous la cote A/HRC/3/L.9 ont été retirés.

40. M. FERNANDEZ-PALACIOS (Cuba) reconnaît qu'en n'accordant pas la parole à l'observateur du Chili, le Président a pris une décision conforme au Règlement intérieur. Cuba, cependant, en tant que coauteur du projet de décision, demande au Président d'envisager la possibilité de donner la parole à l'observateur du Chili en sa qualité de Président du Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, eu égard au rôle prépondérant qu'il a joué dans l'examen de cette question.



Le représentant de Cuba précise en outre que sa délégation votera en faveur du projet tel qu'il a été présenté.

41. Le PRÉSIDENT rend hommage à l'esprit d'ouverture et aux convictions démocratiques qui ont inspiré l'intervention du représentant de Cuba mais réitère qu'il est tenu malgré tout de s'en tenir au Règlement. Peut-être pourrait-on néanmoins envisager, dans le cadre de la nouvelle dynamique que le Conseil et ses membres s'efforcent de mettre en place, de faire une exception audit règlement. S'il n'y a pas d'opposition à ce que l'on fasse une telle entorse, étant entendu que celle-ci ne constituerait pas un précédent, le Président considérera que le Conseil l'autorise à donner la parole à l'observateur du Chili.

42. *Il en est ainsi décidé.*

43. M. MARTABIT (Observateur du Chili) précise que, s'il se permet de demander la parole alors qu'il n'y a pas droit, c'est pour défendre, en sa qualité de Président du Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, l'activité de celui-ci. Ce Groupe de travail a su, au fil du temps, créer un espace de discussion adapté, efficace et constructif consacré où ses membres travaillent dans un climat de confiance. M. Martabit adjure donc le Conseil de ne pas abandonner l'esprit consensuel qui préside aux travaux relatifs au suivi de la Conférence de Durban. Procéder à un vote sur le projet de décision examiné serait dangereux et compromettrait inutilement ce suivi, qui aura une incidence sur la vie de millions de personnes dans le monde. Il appartient à tous les membres du Conseil de trouver un langage commun et de s'entendre. L'intervenant demande donc que l'on prenne encore un peu de temps pour discuter et négocier afin de voir s'il serait possible d'approuver par consensus le projet de décision tel qu'il a été présenté par le Groupe des États d'Afrique.

44. Le PRÉSIDENT dit que, s'il n'y a pas d'opposition, il considérera que le Conseil accède à la demande de l'observateur du Chili tendant à reporter l'examen du projet de décision publié sous la cote A/HRC/3/L.3 afin d'en discuter en séance officielle, immédiatement après avoir achevé l'examen des autres projets de résolution et de décision qui ont été soumis.

45. *Il en est ainsi décidé.*

46. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à passer à l'examen du projet de décision publié sous la cote A/HRC/3/L.4 (Coopération régionale pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique).

47. M. LA Yifan (Chine), présentant le projet de décision A/HRC/3/L.4, dit que l'atelier sur la coopération régionale pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique se réunit tous les ans depuis le début des années 90. Il constitue, pour 52 pays, le seul forum de discussion sur les politiques générales relatives aux droits de l'homme. Parmi les sujets traités figurent les institutions nationales des droits de l'homme et les plans d'action nationaux relatifs aux droits de l'homme. Cet atelier a cependant été annulé en 2006 en raison de la transition de la Commission des droits de l'homme au Conseil des droits de l'homme. Il importe donc que le Conseil adopte à la session en cours la décision de procédure proposée sous la cote A/HRC/3/L.4 afin de lancer les préparatifs d'une prochaine session de cet

atelier. Ce projet de décision est le fruit de deux séries de consultations officielles. La Chine exprime l'espoir qu'il sera adopté sans vote.

48. Le PRÉSIDENT indique que cinq délégations supplémentaires se sont portées coauteurs du projet de décision qui n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

49. *Le projet de décision publié sous la cote A/HRC/3/L.4 est adopté sans vote.*

50. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le projet de résolution intitulé «Rapport de la Commission d'enquête sur le Liban» (A/HRC/3/L.5).

51. M<sup>me</sup> JANJUA (Pakistan), présentant le projet de résolution A/HRC/3/L.5 au nom de l'Organisation de la Conférence islamique, dit que ce texte a pour objet d'assurer le suivi des recommandations figurant dans le rapport de la Commission d'enquête sur le Liban qui donnent suite aux dispositions du paragraphe 7 de la résolution S-2/1 du Conseil. En tant que coauteurs du projet de résolution, les pays membres de l'Organisation de la Conférence islamique ont engagé des négociations avec un certain nombre d'autres pays et groupes de pays. Ces négociations ont abouti à la modification du paragraphe 2, qui se lit désormais comme suit: «*Prie le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de consulter le Gouvernement libanais sur le rapport et ses conclusions ainsi que sur les recommandations pertinentes et de lui faire rapport sur la question à sa quatrième session*». La représentante du Pakistan espère que le projet ainsi modifié pourra être adopté par consensus.

52. Le PRÉSIDENT indique que deux délégations supplémentaires se sont portées coauteurs du projet de résolution, et que le projet n'a pas d'incidences financières. Il invite les membres du Conseil à faire des observations d'ordre général.

53. M. JAZAÏRY (Algérie), parlant au nom du Groupe des États d'Afrique, soutient la déclaration faite par le Pakistan au nom de l'OCI. Il estime qu'il faut adopter le projet de résolution par consensus et l'adresser à la Haut-Commissaire en lui demandant de consulter les autorités libanaises afin de mettre en œuvre les recommandations visant à apporter une aide aux victimes sans cesse plus nombreuses des munitions en grappe. Il s'agit d'un devoir d'ordre humanitaire.

54. M. HIMANEN (Finlande), parlant au nom des États de l'Union européenne membres du Conseil ainsi que de la Roumanie, dit que l'Union européenne soutient pleinement les efforts déployés par le Gouvernement libanais démocratiquement élu pour reconstruire le pays et maintenir la stabilité et la démocratie. L'Union européenne se joint à l'appel du Premier Ministre libanais Fouad Siniora, qui a exhorté toutes les parties à renouer le dialogue pour tenter de résoudre les difficultés auxquelles se heurte le Liban. Elle tient à ce que le Liban soit un pays stable et prospère. Elle demande instamment à toutes les parties, dans le pays et dans la région, de soutenir les efforts du Liban visant à atteindre cet objectif. Le représentant de la Finlande déplore qu'en raison de la portée de son mandat la Commission d'enquête n'ait pu prendre en considération les comportements de toutes les parties au conflit, ni tous les aspects de ce conflit. Il se félicite de ce que le rapport de la Commission d'enquête mentionne aussi la question du comportement et des obligations de toutes les parties. Il ajoute qu'un certain nombre de recommandations figurant dans ce rapport ne relèvent pas strictement du mandat de la

Haut-Commissaire. Les États membres de l'Union européenne qui ne sont pas membres du Conseil et la Bulgarie souscrivent également à cette position.

55. M. THORNE (Royaume-Uni) fait sienne la déclaration prononcée par la Finlande au nom de l'Union européenne. Le Royaume-Uni continuera à jouer un rôle important dans le relèvement du Liban, ainsi qu'en matière d'aide humanitaire. Il s'associe à la présidence de l'Union européenne pour assurer le Gouvernement libanais démocratiquement élu de son soutien sans réserve. Il est fondamental que le Conseil examine de manière juste et équilibrée toutes les questions qui sont portées à son attention, en tentant toujours de trouver des solutions et non d'accentuer les divergences. Le mandat de la Commission d'enquête était partial, ce qui explique que la délégation britannique n'ait pas pu l'appuyer. La Commission n'a en effet pas pu réaliser son enquête de manière non sélective et objective. Or le Conseil doit se montrer juste, objectif et impartial. Le texte du projet de résolution examiné a été considérablement modifié, ce qui a contribué à dissiper quelque peu les préoccupations de la délégation britannique, qui précise que tout suivi du travail de la Commission doit se faire sur une base objective et non sélective, permettant d'évaluer le comportement de toutes les parties.

56. Le PRÉSIDENT donne la parole aux délégations des pays concernés.

57. M. LEVANON (Observateur d'Israël) dit que, d'une part, les préparatifs militaires du Hezbollah sur le territoire libanais et l'utilisation d'armes sophistiquées dans l'intention de causer des dommages aux civils représentent une violation de toutes les normes et règles internationales et que, d'autre part, le Liban ne saurait être exonéré de sa responsabilité. Israël dispose de nouveaux renseignements fondés sur des films, des photographies, des témoignages et des documents officiels qui permettent de comprendre les intentions et le comportement du Hezbollah, et qui montrent à quel point l'adoption du projet de résolution à l'examen serait anachronique. Ces sources ont permis d'établir que le Hezbollah avait mis en place au Liban trois importants dispositifs militaires, tous situés dans des lieux publics, des bâtiments civils ou chez des particuliers. Le Hezbollah est une organisation terroriste criminelle et le Liban fait mine de ne rien connaître de ses activités.

58. M. SOUFAN (Observateur du Liban) dit que le projet de résolution examiné est tout à fait justifié. Il remercie la Haut-Commissaire qui a fourni aux membres de la Commission d'enquête tout le soutien voulu pour qu'ils s'acquittent de leur mission. Il remercie également les membres de la Commission d'enquête pour leur courage. Si le Liban a perdu des vies humaines et des biens, il n'a pas perdu ses valeurs de justice, de liberté et de démocratie.

59. *Le projet de résolution publié sous la cote A/HRC/3/L.5 est adopté sans vote.*

60. M. CERDA (Argentine) est satisfait des modifications apportées au paragraphe 2 du projet de résolution adopté. Il aurait souhaité que l'examen de la situation au Liban eût été plus équilibré et que l'on eût mis également l'accent sur les graves violations du droit international humanitaire commises par le Hezbollah. Le Conseil et les membres de la Commission d'enquête se sont bien rendu compte des graves préjudices que les attaques du Hezbollah ont occasionnés à la population civile israélienne. Il reste au Conseil d'améliorer le mandat des commissions d'enquête pour que soient prises en considération toutes les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire à l'égard de toutes les parties et dans tous les cas.

61. M. MEYER (Canada) dit que, lorsque la Commission d'enquête a été créée à la deuxième session extraordinaire du Conseil, le Canada a exprimé son désaccord quant au caractère unilatéral et limité de son mandat. Le Canada maintient sa position et ne s'associe donc pas à l'adoption du projet de résolution A/HRC/3/L.5. Toutefois, il souhaiterait que l'on poursuive les délibérations afin de se pencher de façon objective et impartiale sur les questions relatives au conflit. Le Conseil doit veiller à la protection des droits des populations de toutes les parties.

62. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le projet de résolution intitulé «Application de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale: ordre du jour, programme de travail annuel, méthodes de travail et règlement intérieur du Conseil des droits de l'homme» (A/HRC/3/L.6). Ce projet de résolution proposé par le Président est le fruit de consultations officielles. Il a des incidences sur le budget-programme, qui sont exposées dans un état déjà été remis aux membres (document sans cote, distribué en séance).

63. *Le projet de résolution publié sous la cote A/HRC/3/L.6 est adopté sans vote.*

64. M. MINAMI (Japon) dit que son pays se rallie au consensus sur ce texte, mais qu'il n'est pas parfaitement convaincu de la nécessité de créer un groupe de travail étant donné qu'il n'y a pas eu de discussion approfondie sur les possibilités de rationaliser les travaux dont il sera chargé. La délégation japonaise espère que le Conseil prendra note de sa préoccupation devant la tendance générale du Conseil à créer de nombreux groupes de travail.

65. M. BOYCHENKO (Fédération de Russie) se dit satisfait de l'adoption du projet de résolution examiné. Il regrette que les questions dont il traite n'aient pas été réglées par la résolution 60/251 de l'Assemblée générale car cela aurait fait un groupe de travail de moins. Toutefois, la Russie est prête à apporter sa contribution aux travaux du nouveau groupe de travail ainsi créé.

66. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le projet de décision intitulé «Services de conférence et soutien financier pour le Conseil des droits de l'homme» (A/HRC/3/L.7). Ce projet de décision est présenté par le Président. Une version révisée en a été distribuée la veille. Le Président invite les délégations qui le souhaitent à faire à son sujet des observations d'ordre général.

67. M. JAZAÏRY (Algérie), parlant au nom du Groupe des États d'Afrique, dit qu'il a soumis au Président à titre officieux un amendement au projet de décision A/HRC/3/L.7. Il demande que l'adoption du projet de décision soit reportée pour permettre des consultations.

*La séance est suspendue à midi; elle est reprise à 12 h 50.*

68. *M. Godet (Suisse), Vice-Président, prend la présidence.*

69. Le PRÉSIDENT annonce que la séance en cours ne reprendra pas.

*La séance est levée à 12 h 55.*

-----